

Révision du Plan de Protection de l'Atmosphère de l'aire urbaine de Nîmes **Synthèse des avis recueillis lors des consultations prévues à l'article R.222-22 du code de l'environnement**

L'objet de cette synthèse est de faire l'analyse des remarques issues de la consultation des collectivités territoriales. Le projet de PPA sera ensuite soumis à enquête publique dans les conditions prévues à l'article R.222-22 du code de l'environnement.

Consultations menées

Conformément à l'article R222-21 du Code de l'Environnement, les collectivités concernées ont été consultées sur le projet de PPA de Nîmes après l'avis du CODERST :

- Les **80 communes** couvertes par le périmètre du PPA;
- Les **6 EPCI** concernés par le périmètre du PPA ;
- le **conseil départemental** du Gard.
- le **conseil régional** Occitanie ;

Le projet de plan a été adressé par voie électronique aux collectivités concernées, dont la liste figure en annexe 1, le 19 décembre 2024. Conformément à l'article R222-21 du Code de l'Environnement, les avis ont été réputés favorables dès lors qu'ils n'ont pas été émis dans un délai de trois mois suivant la transmission du projet de plan.

Synthèse des résultats de la consultation

8 collectivités ont répondu à la consultation :

- 7 ont émis un avis favorable et 2 d'entre elles (le conseil départemental du Gard et Nîmes Métropole) ont assorti cet avis d'observations ou de remarques au projet de plan).
- La commune de Beaucaire a émis un avis défavorable sans expliquer la motivation de cet avis mais en précisant que la commune se réserve le droit de formuler des prescriptions lors de l'enquête publique à venir.

Prise en compte des observations et avis émis lors des consultations

Le Conseil Départemental du Gard a proposé d'apporter des précisions sur les actions qu'il mène dans la section portant sur les aménagements de transport existants ou en projet pouvant avoir un impact sur la qualité de l'air.

Nîmes Métropole a également proposé plusieurs précisions techniques sur des éléments du diagnostic relevant de sa compétence, en particulier les volets mobilités et projets urbains structurants.

Le tableau ci-après détaille la manière dont ces propositions ont été prises en compte. Elles ont notamment conduit à modifier à la marge les 5 actions suivantes :

- **Action 3** : retrait du CD30 de la liste des partenaires (non compétent)
- **Action 4** : précisions sur le rôle du CD30
- **Action 6** : précisions sur le financement d'un ETP pour réaliser l'action
- **Action 7** : précisions sur le rôle du CD30
- **Action 18** : précisions sur le rôle du CD30

Annexe 1 : liste des collectivités consultées

Conseil régional d'Occitanie	Commune de Jonquières-Saint-Vincent
Conseil départemental du Gard	Commune de Junas
Communauté d'agglomération « Nîmes Métropole »	Commune de La Calmette
Communauté de communes « Beaucaire-Terre d'Argence »	Commune de Langlade
Communauté de communes « Petite Camargue »	Commune de La Rouvière
Communauté de communes « Terre de Camargue »	Commune de Le Cailar
Communauté de communes « Rhône-Vistre Vidourle »	Commune de Le Grau-du-Roi
Communauté de communes « Pays de Sommières »	Commune de Lecques
Commune d'Aigues-Mortes	Commune de Ledenon
Commune d'Aigues-Vives	Commune de Manduel
Commune d'Aimargues	Commune de Marguerittes
Commune d'Asperes	Commune de Maressargues
Commune d'Aubais	Commune de Milhaud
Commune d'Aubord	Commune de Montagnac
Commune d'Aujargues	Commune de Montignargues
Commune de Beaucaire	Commune de Montmirat
Commune de Beauvoisin	Commune de Montpezat
Commune de Bellegarde	Commune de Moulezan
Commune de Bernis	Commune de Mus
Commune de Bezouce	Commune de Nages-et-Solorgues
Commune de Boissières	Commune de Nîmes
Commune de Bouillargues	Commune de Parignargues
Commune de Cabrières	Commune de Poulx
Commune de Caissargues	Commune de Redessan
Commune de Calvisson	Commune de Rodilhan
Commune de Cannes-et-Clairan	Commune de Sainte-Anastasie
Commune de Caveirac	Commune de Saint-Bauzely
Commune de Clarensac	Commune de Saint-Chartes
Commune de Codognan	Commune de Saint-Clement
Commune de Combas	Commune de Saint-Come-et-Marvejols
Commune de Congenies	Commune de Saint-Dionisy
Commune de Crespian	Commune de Saint-Genies-de-Malgoires
Commune de Dions	Commune de Saint-Gervasy
Commune de Domessargues	Commune de Saint-Gilles
Commune de Fons	Commune de Saint-Laurent-d'Aigouze
Commune de Fontanès	Commune de Saint-Mamert-du-Gard
Commune de Fourques	Commune de Salinelles
Commune de Gajan	Commune de Sauzet
Commune de Garons	Commune de Sernhac
Commune de Generac	Commune de Sommières
Commune de Gallargues-le-Montueux	Commune de Souvignargues
	Commune de Uchaud
	Commune de Vallabregues
	Commune de Vauvert
	Commune de Vergeze
	Commune de Vestric-et-Candiac
	Commune de Villeveyrie

Annexe 2 : Consultations des collectivités et prise en compte des avis reçus

Collectivité	Date de réponse	Avis rendu	Remarques formulées	Prise en compte dans le projet de PPA
Conseil Départemental du Gard	17/3/25	Favorable	1- Contexte du nouveau PPA – projets d’infrastructures de transport 1.1 - Concernant les contournements routiers Concernant la Déviation Nord de Nîmes, il est mentionné au dossier une mise en service attendue en 2028. Le Département rappelle que la réalisation de la DNN est conditionnée à la réalisation préalable du Contournement Ouest de Nîmes ainsi qu’à son financement. A ce jour, le financement du projet de DNN, évalué à 90M€, n’a fait l’objet d’aucun engagement des partenaires (Etat, Région et collectivités locales). Par ailleurs, au titre des projets d’aménagement pouvant avoir un impact sur la qualité de l’air sur le périmètre du PPA (périmètre du SCOT sud Gard), il pourrait être mentionné le projet de déviation de Redessan et Jonquières-Saint-Vincent sur la RD999. Ce projet de déviation sous maîtrise d’ouvrage départementale se décompose en trois sections d’une longueur totale de 10,2 km : <ul style="list-style-type: none"> • Section A entre Manduel et Redessan, d’une longueur de 1,2 km ; • Section B entre Redessan et Jonquières-Saint-Vincent, d’une longueur de 3 km environ ; • Section C à Jonquières-Saint-Vincent, d’une longueur de 6 km environ. Les études de tracé de ces sections sont en cours.	Mention des éléments sur la déviation Nord de Nîmes apportés par le CD30 dans la section 4.5.1 Mention des éléments sur la déviation de la RD999 apportés par le CD30 dans la section 4.5.1
			1.2 - Concernant les transports ferroviaires et autres transports en commun Il pourrait être également cité les projets de pôles d’échange multimodaux sur cette ligne et plus largement sur le réseau ferroviaire du territoire, dont la réalisation est essentielle pour un bon maillage du territoire et le développement de l’usage des transports en commun. A ce titre le Département a soutenu financièrement ceux de Vergèze-Codognan et de Saint-Geniès-De-Malgoirès et sera aux côtés des communes et de la Région dans le développement d’autres projets. En matière de transports collectifs routiers, illustrés pages 82 à travers le réseau Tango, bien que le Département ne soit pas directement compétent, il accompagne les collectivités dans les aménagements routiers nécessaires à leur bon fonctionnement. Le Conseil départemental a ainsi soutenu les travaux du TCSP de Nîmes Métropole à hauteur de 6M€. Il a porté la Maîtrise d’ouvrage de l’aménagement de la RD40 pour l’intégration d’une voie de bus en site propre entre Langlade et Nîmes (liaison avec BHNS T1), dans le cadre du projet global de développement et d’amélioration des transports en commun de la Vaunage, en partenariat avec Nîmes Métropole et l’État, soit plus de 600.000€ de travaux dont la moitié pris en charge par le Département. Il participe également au financement du PEM routier de Langlade.	Ajout de l’importance des pôles d’échanges multimodaux (PEM) et des PEM financés dans la section 4.4.3
			1.3 - Concernant les infrastructures liées au vélo En complément des aménagements cyclables mentionnés page 84 et 88 du dossier et centrés sur la ville de Nîmes, il conviendrait également de citer les nombreuses infrastructures réalisées et en projet sur le reste du périmètre du PPA (périmètre du SCOT Sud Gard), portées par les communes et EPCI ainsi que par le Département. Le Département participe à ce titre au développement des infrastructures cyclables et porte actuellement, sur le territoire du PPA, les projets suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Aménagement de 21 km de voie verte sur l’itinéraire de la ViaRhôna (Eurovélo 17) entre Bellegarde et Gallician en partenariat avec la commune de Saint-Gilles et la Communauté de Communes Beaucaire 	Ajout d’une mention sur ces infrastructures en section 4.4.3

Collectivité	Date de réponse	Avis rendu	Remarques formulées	Prise en compte dans le projet de PPA
			<p>Terre d'Argence ;</p> <ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'un aménagement cyclable entre Vauvert et Calvisson, avec une première tranche de 3,5 km entre Vauvert et Vestric et un partenariat avec la Communauté de Communes Rhône Vistre Vi-dourle ; Aménagement du tronçon de la véloroute V66 reliant Nîmes à Remoulins (études de tracé en cours), en partenariat avec la commune de Marguerittes. <p>Le Conseil départemental contribue également à la réalisation du Plan Vélo 2023-2030 de Nîmes Métropole, qui prévoit l'aménagement de liaisons cyclables réparties sur neuf axes. Le Département est responsable de la maîtrise d'ouvrage de certains tronçons du projet et participe au financement des tronçons aménagés par la Communauté d'Agglomération ainsi que par les communes membres :</p> <ul style="list-style-type: none"> Bouclage de l'aménagement de la voie verte V66, entre Caveirac et Nîmes, sur un linéaire de 4 km, avec des travaux qui devraient débuter second semestre 2025. Aménagement cyclable de 1,8 km entre Nîmes et Bouillargues, dont la mise en service est prévue pour le premier semestre 2025. Aménagement cyclable de 1,2 km entre La Rouvière et Saint-Geniès-de-Malgoirès. Projets d'aménagements cyclables entre Marguerittes et Rodilhan et entre Fons et Saint-Mamert dont la finalité est le rabattement sur les gares/haltes TER actuelles ou futures. 	
			<p>1.4 - Concernant le transport par voie navigable</p> <p>Il pourrait être indiqué à ce chapitre (page 83) que par suite de la conférence de 2020 sur le devenir du Canal du Rhône à Sète, les fonctions de transport de marchandises ont été élargies pour inclure les potentiels peu exploités, tels que la valeur paysagère, identitaire, patrimoniale, environnementale et touristique. Le Département engagé dans cet objectif collabore avec la Région, VNF et les EPCI concernées pour promouvoir un tourisme durable fluvial et « fluvestre » (via Rhône, ...).</p>	Ajout du développement du tourisme fluvial sur le canal du Rhône à Sète en section 4.4.3
			<p>2- Plan d'action du PPA Le Département, identifié comme partenaire de trois de ces actions, confirme sa volonté de collaborer à la mise en œuvre des objectifs proposés au Plan de Protection de l'Atmosphère de l'aire urbaine de Nîmes.</p>	
			<p>Action n°4 : Suivre et faciliter le développement du covoiturage sur le territoire Le Département réalise lui-même ou accompagne les collectivités qui souhaitent mettre en place des aires de co-voiturage à travers un dispositif spécifique issu du Schéma Départemental des Mobilités.</p>	Mention ajoutée
			<p>Action n°7 : Suivi, bilan annuel et impact de l'avancée des aménagements cyclables pour assurer la continuité des pistes et la sécurisation des cyclistes. Le Département, Maître d'ouvrage et partenaire des collectivités engagées dans la réalisation d'aménagements cyclables, contribuera au recensement et à la production des données nécessaires à l'alimentation du référentiel cyclable porté par l'Agence d'Urbanisme.</p>	Mention ajoutée
			<p>Action n°18 : Développer des actions de sensibilisation aux mobilités actives à destination de publics cibles (jeunes et plus fragiles). Le Département, à travers les orientations « MOB4 » de son Schéma des mobilités, organise des événements de promotion de la pratique du vélo et accompagne la formation d'instructeurs de « savoir rouler à vélo » et « remise en selle ». Il accompagne également, par un dispositif d'aide spécifique, les collectivités engagées dans l'aménagement et la sécurisation des itinéraires de desserte des collèges.</p>	Mention ajoutée

Collectivité	Date de réponse	Avis rendu	Remarques formulées	Prise en compte dans le projet de PPA
			Action 3 : Inversement, la participation du Département à l'achat ou la location de véhicules (action n°3) est probablement une erreur, car cela ne correspond pas à ses compétences et doctrines.	Le CD30 a été retiré des partenaires
Nîmes Métropole	14/3/25	Favorable	Page 44 : Il pourrait être rajouté le que le PDM de Nîmes Métropole a été arrêté par délibération N°2023-06-026 3 du conseil communautaire du 6 novembre 2023.	Mention du PDM dans la section 2.4
			Page 82 : Il pourrait être précisé que le réseau de transport en commun de Nîmes Métropole est géré depuis juillet 2024 par un nouveau délégataire, Keolis, pour une durée de 6 ans et demi.	Correction effectuée dans la section 4.4.3
			Page 84 : Dans le paragraphe « 4.4.3 Focus – Transport », volet Mobilités douces, il pourrait être cité le Plan Vélo de Nîmes Métropole, adopté par délibération n° 2023 - 05 – 080 du conseil communautaire du 25 septembre 2023.	Précision ajoutée dans la section 4.5.1
			Page 88 : Dans le paragraphe « 4.5.2 Projets d'aménagements urbains », il pourrait être cité d'autres projets portés par Nîmes Métropole et inscrits dans le Projet de territoire « Nîmes Eco Métropole 2032 » : <ul style="list-style-type: none"> • La requalification de la ZAE du Marché gare ; • Le projet de renouvellement urbain de la Porte Ouest ; • Le projet Porte Sud. 	Ajout des projets mentionnés dans la section 4.5.2
			Page 107 : Dans l' action 3 : « Acheter ou louer des bus électriques ou à carburants alternatifs pour renouveler la flotte circulant sur le territoire du PPA, en particulier sur les axes très pollués », le potentiel de réduction des émissions de GES est évalué sur l'hypothèse de l'achat de 80 bus électriques ou il s'agira pour Nîmes Métropole d'acheter un mix de bus électriques et biogaz. 32 bus gaz, 10 bus hybride gaz/électrique, 24 bus électriques ont été achetés ou sont en cours d'achat à ce jour. À horizon 2030, 14 bus électriques supplémentaires seront acquis par la collectivité.	Précision ajoutée
			Page 116 : Dans l' action 6 : « Accompagner les agglomérations dans l'élaboration d'un plan de déplacements de marchandises pour le dernier kilomètre » le PPA prévoir le recrutement d'un ETP à 50% sur le sujet de la logistique en T2 2024. Nîmes Métropole faisant face à d'importantes contraintes budgétaires, ce recrutement n'a pas pu être effectué.	Précision prise en compte
CC Terre de Camargue	30/01/25	Favorable	Pas d'observations	/
Commune de Beaucaire	7/3/25	Défavorable	La ville de Beaucaire se réserve le droit d'émettre des prescriptions lors de l'enquête publique à venir.	/
Commune de Codognan	16/01/25	Favorable	Pas d'observations	/
Commune du Grau du Roi	26/3/25	Favorable	Pas d'observations	/
Commune de Redessan	27/01/25	Favorable	Pas d'observations	/
Commune de Sainte-Anastasie	12/02/25	Favorable	Pas d'observations	/